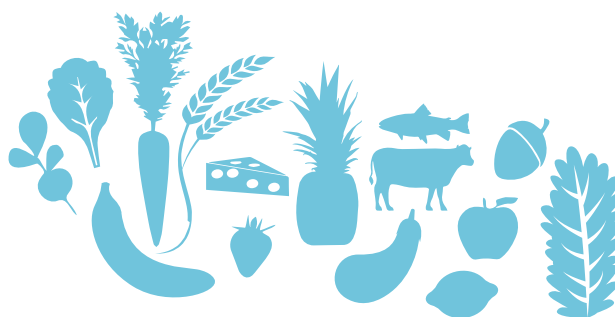




Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Cadre de la FAO pour l'alimentation et la nutrition scolaires





Cadre de la FAO pour l'alimentation et la nutrition scolaires

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Rome, 2020

Citer comme suit:
FAO. 2020. *Cadre pour l'alimentation et la nutrition scolaires*. Rome.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2020



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Table des matières

Avant-propos	v
Remerciements	vi
Introduction	1
Contexte	2

Principes **5**

<i>Avantage comparatif</i>	5
<i>Adéquation avec les objectifs de développement durable et les engagements mondiaux</i>	6
<i>Lien avec les objectifs stratégiques de la FAO</i>	6
<i>Adéquation avec les initiatives régionales</i>	7
<i>Équipe technique spéciale sur l'alimentation et la nutrition scolaires</i>	7

Méthode et résultats escomptés **8**

<i>Objectif</i>	8
<i>Public cible</i>	8
<i>Aperçu de la méthode</i>	8
<i>Domaines d'activité</i>	10
<i>Thèmes transversaux</i>	16
<i>Résultats escomptés</i>	19

Priorités de la FAO en matière d'alimentation et de nutrition scolaires **20**

<i>Sensibilisation</i>	20
<i>Partenariats et collaborations</i>	20
<i>Renforcement des capacités</i>	21
<i>Appui programmatique et technique</i>	22
<i>Production de données probantes et de connaissances</i>	22
<i>Communication</i>	23

Bibliographie	25
---------------	----

Annexe 1. Évaluations et directives normatives récentes de la FAO concernant l'alimentation et la nutrition scolaires	26
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

Annexe 2. Exemples de travaux de la FAO dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition scolaires	27
--------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

Annexe 3. Domaines d'activité en matière d'alimentation et de nutrition scolaires	30
-----------------------------------------------------------------------------------	----



Avant-propos

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) offrent une occasion sans précédent d'accélérer et d'intensifier les investissements réalisés dans les programmes et les politiques visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

Les systèmes d'éducation formelle, telles que les établissements préscolaires, primaires et secondaires, perçus comme des structures permettant de favoriser la nutrition et le développement durable sont, à ce titre, au cœur des principales recommandations adoptées lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition. Les participants à la Conférence ont souligné qu'il importait de fournir un accès à une alimentation saine et à l'eau potable, de mettre en place une éducation nutritionnelle efficace, d'appliquer des politiques alimentaires cohérentes dans les écoles et de renforcer les capacités du personnel scolaire de première ligne en matière de nutrition. Les liens entre une agriculture qui tient compte des enjeux nutritionnels et l'achat de denrées alimentaires produites par de petits exploitants locaux, en particulier des femmes, figurent également parmi les recommandations majeures issues de la Conférence.

Toutes ces recommandations sont au centre du Cadre pour l'alimentation et la nutrition scolaires, qui présente une vision et un projet harmonisés des travaux menés par la FAO afin d'aider les pays à identifier et à exploiter les synergies qui peuvent se produire à l'intérieur et autour des établissements scolaires. Ces synergies visent à améliorer l'alimentation, la nutrition et le bien-être des enfants et des adolescents, ainsi que le développement et l'autonomisation de la communauté scolaire.

On trouvera dans le présent document, qui est le fruit de consultations approfondies, les principaux domaines d'activités en matière d'alimentation et de nutrition scolaires qui constituent l'avantage comparatif de la FAO. Dans le même temps, l'accent est mis sur la nécessité d'établir des partenariats stratégiques pour mieux soutenir les priorités et les objectifs des pays.

Le Cadre étant un document évolutif, nous attendons avec intérêt qu'il soit étoffé et, surtout, appliqué afin que les programmes et politiques scolaires puissent contribuer de manière concrète à améliorer la nutrition et le développement durable.



Anna Larrey
Directrice de la Division de la nutrition
et des systèmes alimentaires

Remerciements

Le Cadre de la FAO pour l'alimentation et la nutrition scolaires a été élaboré par une équipe pluridisciplinaire placée sous la direction de la Division de la nutrition et des systèmes alimentaires, à l'issue de consultations approfondies. Les personnes citées ci-après (par ordre alphabétique) ont tout particulièrement contribué à son élaboration: Diana Carter, Luisa Cruz, Djibril Drame, Boitshepo Giyose, Fatima Hachem, Yenory Hernandez, Ana Islas, Valeria Menza, Mauricio Mireles, Ellen Muehlhoff, Andrea Polo Galante, Ahmed Raza, Cristina Scarpocchi, Dirk Schulz, Luana Swensson, Florence Tartanac, Maria Tuazon et Melissa Vargas.

Melissa Vargas, Diana Carter, Luana Swensson, Andrea Polo Galante, Dirk Schulz, Ana Islas, Maria Tuazon, Mauricio Mireles et Luisa Cruz ont fourni des contributions de fond au présent document, sous la conduite de Fatima Hachem et de Florence Tartanac. Omar Benammour, Jessie Fagan et Dia Sanou ont également participé aux travaux d'élaboration du Cadre, et Melissa Vargas et Fatima Hachem en ont assuré la révision technique.

Nous remercions vivement Anna Lartey, Directrice de la Division de la nutrition et des systèmes alimentaires, et Kostas Stamoulis, ancien Sous-Directeur général du Département du développement économique et social, qui ont approuvé le Cadre.

La révision professionnelle de la version anglaise du présent document a été assurée par Paul Neate, le graphisme et la mise en page par Maria Guardia et les services de communication par Chiara Deligia et Bianca Carlesi. La révision technique française a été fournie par Aissa Mamadoultai bou.

Introduction

Le présent Cadre a pour objectif d'orienter les travaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui visent à aider les gouvernements et les institutions à élaborer, transformer ou renforcer des politiques, des programmes et d'autres initiatives scolaires ou axés sur l'école ¹, de manière à créer des synergies qui permettront d'améliorer les régimes alimentaires, la nutrition des enfants et des adolescents, le développement socioéconomique des populations locales et les systèmes alimentaires locaux. À ce titre, il contribue à l'exécution du mandat de l'Organisation et fait fond sur ses domaines de compétence et son avantage comparatif.

Le Cadre fait directement écho à l'appel international lancé en vue d'améliorer la nutrition et de transformer le système alimentaire dans le cadre des objectifs de développement durable, de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition et de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025). Sa méthode globale repose sur les interventions complémentaires et les possibilités de programmes les plus efficaces afin de tirer des avantages du lien étroit qui réunit l'alimentation, la nutrition et l'éducation, avec l'école comme centre du développement.

Le Cadre répond aux besoins de la FAO en tant qu'organisation, y compris de l'ensemble du personnel en poste au siège, dans les bureaux régionaux, sous régionaux et dans les bureaux de pays. Il est également utile aux États Membres et aux organes directeurs de la FAO car il aide à définir ce qu'ils peuvent attendre de l'Organisation et à établir des collaborations avec des partenaires dans ce domaine.

Le présent Cadre est le fruit de trois années de consultations approfondies avec différents services techniques et bureaux régionaux et sous régionaux de la FAO ainsi qu'avec des partenaires extérieurs. Il s'appuie sur les compétences techniques et l'expérience de l'organisation concernant le soutien aux gouvernements, les évaluations régionales et mondiales, les données probantes disponibles sur les stratégies scolaires et les interventions complémentaires dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition. Élaboré par un groupe de travail technique accueilli au siège de la FAO, il est conçu comme un document évolutif destiné à être étoffé et à intégrer les données probantes et enseignements à retenir à mesure qu'ils seront disponibles.

Au fil du temps, une série de documents sera élaborée à l'appui de la mise en œuvre du Cadre. En particulier, les orientations techniques et opérationnelles donneront des indications sur la façon de mettre en œuvre le Cadre aux niveaux mondial, régional et national dans le contexte des objectifs stratégiques de la FAO et des cibles associées aux objectifs de développement durable.

¹ Par exemple, les politiques de nutrition scolaire, les politiques d'achats scolaires, les programmes de repas scolaires, les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale et les programmes de santé scolaire

Contexte

Les systèmes alimentaires modernes peinent à fournir des régimes sains pour toutes et tous. Dans la plupart des pays, les changements de modes de consommation sont un facteur important de la pandémie de surpoids et d'obésité et, dans de nombreuses régions, la malnutrition aiguë et chronique ainsi que les carences en micronutriments demeurent un grave problème (Best *et al.*, 2010; Gupta *et al.*, 2013; Muthuri *et al.*, 2014; FAO *et al.*, 2018). Parallèlement, la production alimentaire mondiale actuelle pèse lourdement sur les ressources naturelles et menace la viabilité environnementale à long terme.

Ces problèmes complexes et multidimensionnels liés aux systèmes alimentaires et à la nutrition entravent le progrès et le développement durable. Plus précisément, une mauvaise alimentation et la malnutrition ont des effets désastreux sur la santé des enfants, leur résultats scolaires et leur capacité d'apprentissage, et de plus en plus d'éléments permettent d'établir un lien avec une productivité et des perspectives de revenus limitées (Walker *et al.*, 2007; Victora *et al.*, 2008; Black *et al.* 2013).

Les écoles constituent une plateforme idéale pour mener une action coordonnée et cohérente afin de traiter certains des principaux facteurs qui engendrent ces problèmes. Elles fournissent également différentes sortes de points d'ancrage et de possibilités pour mobiliser de nombreux secteurs et partenaires. Par exemple, il est prouvé que la fourniture (régulière) de repas nutritifs dans le cadre de programmes de repas scolaires améliore la qualité de l'alimentation, l'assiduité et la scolarisation des enfants vulnérables, notamment des filles (Kristjansson *et al.*, 2007; Bundy *et al.*, 2009; Bhutta *et al.*, 2013; Adelman, Gilligan et Lehrer, 2018). Lorsque les aliments destinés aux repas scolaires proviennent de petits exploitants locaux, les programmes peuvent favoriser plus largement l'économie locale au moyen d'une demande structurée, de marchés stables et de perspectives de revenus [Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition, 2015; FAO et Programme alimentaire mondial (PAM), 2018]. Ces programmes d'alimentation issue de la production locale ont une triple fonction et devraient permettre d'obtenir de nombreux résultats dans le cadre des objectifs de développement durable (Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition, 2015; FAO et PAM, 2018).

Les investissements réalisés dans ces programmes constituent également une stratégie importante pour profiter d'une deuxième occasion de contribuer à la prévention de la malnutrition (sous toutes ses formes) chez les enfants et les adolescents (Bundy *et al.*, 2017).

De même, afin d'améliorer le régime et les habitudes alimentaires des enfants, il est plus efficace de mettre en œuvre des politiques complémentaires axées sur l'environnement alimentaire scolaire² et des interventions bien conçues en matière d'éducation alimentaire et nutritionnelle plutôt que de les appliquer de manière isolée (Verstraeten *et al.*, 2012; Moore, de Silva-Sanigorski et Moore, 2013; Hawkes *et al.*, 2015; Micha *et al.*, 2018).

Plus les gouvernements nationaux sont conscients des possibilités qu'offrent ces politiques complémentaires, plus ils adoptent des programmes scolaires à composantes multiples qui constituent un domaine important des programmes de développement durable.

² Par exemple, les normes nutritionnelles institutionnelles relatives aux aliments disponibles; la restriction de la vente et de la commercialisation de produits alimentaires hautement transformés et à faible valeur nutritionnelle ciblant les enfants; l'imposition des produits alimentaires hautement transformés et à faible valeur nutritionnelle; les subventions et les coupons destinés à encourager la consommation d'aliments nutritifs.

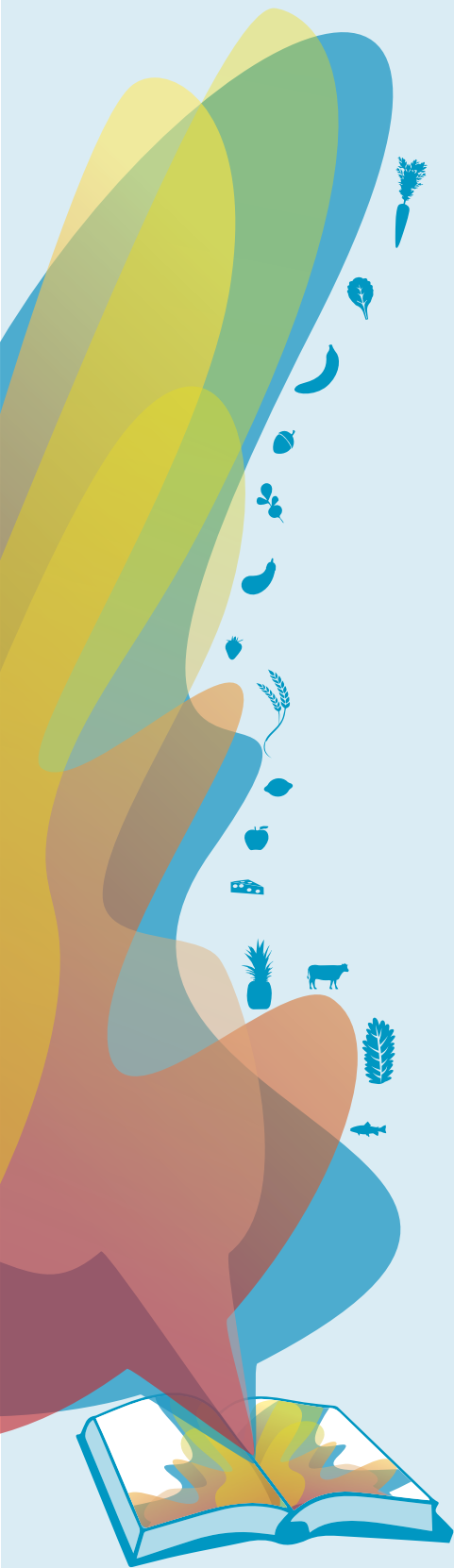
Toutefois, malgré les progrès louables accomplis par de nombreux pays, les stratégies axées sur l'école présentent d'importantes lacunes qui restreignent les possibilités offertes et les effets produits, notamment:

- ✓ Les synergies créées entre les interventions alimentaires, nutritionnelles, éducatives et socioéconomiques, entre autres, ne sont pas souvent pleinement exploitées dans la pratique.
- ✓ Les données tirées des nombreux résultats et effets produits par les programmes globaux sont encore mitigées (en particulier les résultats relatifs à la nutrition et à l'économie locale).
- ✓ Les capacités font défaut à tous les niveaux.
- ✓ Les efforts sont souvent déployés à petite échelle et fragmentés.
- ✓ Le suivi et l'évaluation sont insuffisants.
- ✓ La mise en œuvre des politiques, des mécanismes de collaboration plurisectorielle et de financement restent souvent insuffisants ou inadaptés pour rendre permanentes des initiatives efficaces.

Le présent Cadre vise à contribuer à combler ces lacunes, grâce au rôle primordial dévolu à la FAO.



Principes



Avantage comparatif

La FAO est déterminée à positionner la nutrition comme facteur de développement, à réduire la pauvreté rurale et à promouvoir des systèmes alimentaires inclusifs durables. Elle est consciente que l'école est une plateforme propice à une approche globale qui peut promouvoir des actions complémentaires et produire des résultats positifs dans ces domaines.

La FAO possède de vastes compétences et une expérience de terrain accumulée au fil des décennies en matière d'aide aux pays dans plusieurs domaines clés des systèmes alimentaires, notamment:

- ✓ le droit à l'alimentation;
- ✓ la protection sociale;
- ✓ l'agriculture et les chaînes de valeurs sensibles à la nutrition;
- ✓ les achats de produits alimentaires durables et inclusifs;
- ✓ la sécurité sanitaire des aliments;
- ✓ l'élaboration de politiques, de programmes d'études et de matériels d'apprentissage axés sur l'éducation nutritionnelle;
- ✓ la formation professionnelle axée sur l'éducation nutritionnelle;
- ✓ la mise en place de jardins potagers scolaires;
- ✓ les écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage de la vie pour les jeunes;
- ✓ la prévention et la réduction des pertes et gaspillages de nourriture.

En s'appuyant sur ses compétences techniques approfondies, sur des produits d'orientation normative ainsi que sur des évaluations régionales et mondiales (annexe 1), et en se fondant sur les enseignements à retenir énumérés à l'annexe 2, la FAO occupe une position stratégique pour aider les gouvernements à mettre en œuvre une politique et des programmes intégrés sur l'éducation et la nutrition scolaires, grâce à des activités de sensibilisation, à l'élaboration de directives, au renforcement des capacités et à l'appui technique.

En outre, en tant que membre des organismes du Système des Nations Unies ayant leur siège à Rome [FAO, Fonds international de développement agricole (FIDA) et PAM], la FAO est à même de tirer parti de la collaboration établie au sein de ce système et au-delà afin de favoriser et d'intensifier les activités menées en matière d'alimentation et de nutrition scolaires.

Adéquation avec les objectifs de développement durable et les engagements mondiaux

Les programmes et politiques scolaires à composantes multiples qui ont pour objet de créer des synergies entre la nourriture disponible dans les écoles (y compris les repas nutritifs), l'environnement alimentaire, la question de l'alimentation et de la nutrition, l'éducation et les initiatives concernant le système alimentaire local peuvent contribuer à atteindre de nombreux objectifs de développement durable. Il s'agit notamment des objectifs 1 (Élimination de la pauvreté), 2 (Élimination de la faim), 3 (Santé et bien-être), 4 (Éducation de qualité), 8 (Travail décent et croissance économique), 10 (Réduction des inégalités) et 12 (Consommation et production responsables). En matière d'alimentation et de nutrition scolaires, la FAO cherche à favoriser ces synergies afin de promouvoir plus efficacement le développement durable par l'intermédiaire du cadre scolaire.

La FAO est également résolue à aider les pays à adopter et renforcer les recommandations issues du Cadre d'action de la deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition (CIN2, FAO et OMS, 2014), dans lequel il est préconisé que les gouvernements et décideurs s'efforcent de promouvoir une nutrition optimale tout au long du cycle de vie et, plus précisément, de se servir des écoles

pour améliorer la qualité de l'alimentation et combattre la malnutrition en entrant directement en contact avec les populations pauvres et vulnérables sur le plan nutritionnel (recommandations 16, 19, 20 et 23). L'approche de la FAO est fondée sur ce cadre d'action, ce qui montre l'importance des interventions menées dans le système alimentaire, de l'éducation alimentaire et nutritionnelle ainsi que de la protection sociale en vue d'améliorer la nutrition dans les écoles et de promouvoir des régimes alimentaires durables et sains.

En outre, cette approche est en adéquation avec d'autres engagements mondiaux, notamment le Défi Faim zéro³ et le programme de travail de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) (Comité permanent de la nutrition, 2017).

Lien avec les objectifs stratégiques de la FAO

Le Cadre pour l'alimentation et la nutrition scolaires, qui est en adéquation avec le Cadre stratégique de la FAO, contribue à atteindre plusieurs des objectifs fixés par l'organisation. Tout en s'inscrivant dans l'objectif stratégique 1 «Élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition», il contribue aussi dans une grande mesure à la réalisation des objectifs stratégiques 3 «Réduire la pauvreté rurale» et 4 «Œuvrer pour des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces».

Objectifs stratégiques de la FAO	Résultantes
Objectif stratégique 1	RÉSULTANTE 1.1: Les pays ont pris des engagements politiques explicites afin d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition d'ici 2030
	RÉSULTANTE 1.3: Les pays ont pris des décisions sur la base d'éléments factuels en vue d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici 2030
	RÉSULTANTE 1.4: Les pays ont mis en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes d'investissement efficaces en vue d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici 2030
Objectif stratégique 3	RÉSULTANTE 3.1: Les populations rurales pauvres et les organisations des populations rurales pauvres se sont vu donner les moyens d'accéder aux ressources productives, aux services et aux marchés
	RÉSULTANTE 3.3: Les pays ont amélioré l'accès des populations rurales pauvres aux systèmes de protection sociale
Objectif stratégique 4	RÉSULTANTE 4.2: Les pays ont élaboré et mis en œuvre des politiques, des cadres réglementaires et des accords institutionnels à l'appui du développement de systèmes agroalimentaires inclusifs et efficaces

³ <https://www.un.org/en/zerohunger/challenge.shtml>.

Adéquation avec les initiatives régionales

Le Cadre pour l'alimentation et la nutrition scolaires est également en adéquation avec les initiatives régionales appuyées par la FAO et énoncées ci-après, en même temps qu'elle tient compte de leurs priorités:

Amérique latine et Caraïbes

- ✓ Initiative «L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim»

Afrique

- ✓ Engagement pris par l'Afrique d'éradiquer la faim d'ici à 2025
- ✓ Stratégie régionale africaine de la nutrition

Asie et Pacifique

- ✓ Initiative régionale «Défi Faim zéro»
- ✓ Initiative interrégionale en faveur des PEID du Pacifique

Proche-Orient et Afrique du Nord

- ✓ Petite exploitation familiale
- ✓ Initiative sur les repas scolaires et la protection sociale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Équipe technique spéciale sur l'alimentation et la nutrition scolaires

La FAO a constitué une équipe spéciale technique sur l'alimentation et la nutrition scolaires qui est chargée de coordonner l'élaboration du présent document et dont les compétences touchent aux différents aspects des travaux menés par la FAO.

En outre, cette équipe spéciale multidisciplinaire examine régulièrement les programmes et projets dirigés par la FAO dans ce domaine et coordonne les actions afin de garantir la qualité et l'intégrité des connaissances à différents niveaux. Elle comprend des représentants de divers groupes et divisions techniques, notamment: politiques et programmes sur la nutrition, chaînes de valeur et relations avec les marchés, éducation nutritionnelle et sensibilisation des consommateurs, industries agroalimentaires, pertes et gaspillages de nourriture, sécurité sanitaire des aliments, droit à une alimentation adéquate et développement et protection sociale. Une équipe élargie comprendra des représentants des programmes stratégiques, du centre d'investissement, de la parité hommes-femmes, des communications, du développement agricole et des bureaux régionaux et sous régionaux.



Méthode et résultats escomptés



Objectif

Le présent Cadre a pour objectif d'orienter les activités de la FAO qui visent à aider les gouvernements à élaborer, transformer ou renforcer, au niveau national, les politiques, programmes et autres initiatives scolaires ou axés sur l'école⁴, de manière à créer des synergies qui permettront d'améliorer en milieu scolaire les régimes alimentaires, la nutrition des enfants et des adolescents, le développement socioéconomique des populations locales et les systèmes alimentaires locaux.

Le Cadre vise à créer un dispositif plus stratégique, plus systématique et plus efficace pour que la FAO puisse fournir un appui, mobiliser des ressources et collaborer avec ses partenaires dans ce domaine.

Public visé

Le présent document s'adresse principalement au personnel de la FAO en poste au siège, dans les bureaux régionaux et dans les bureaux de pays. Il vise également à définir ce que l'ensemble des États Membres et organes directeurs de la FAO peuvent attendre de l'organisation et à établir des collaborations avec les partenaires dans ce domaine d'activité.

Aperçu de la méthode

Le Cadre de la FAO pour l'alimentation et la nutrition scolaires repose sur une méthode systémique qui vise à créer et à exploiter des synergies entre les quatre principaux domaines d'activités qui sont au cœur du mandat et des capacités de l'organisation. Il s'agit des quatre domaines suivants:

- ✓ promouvoir un environnement alimentaire scolaire sain et une alimentation scolaire adéquate et sans risques pour la santé;
- ✓ intégrer une éducation alimentaire et nutritionnelle efficace dans l'ensemble du système scolaire;
- ✓ promouvoir des procédures d'achats et des chaînes de valeur inclusives en matière d'alimentation scolaire;
- ✓ créer un environnement politique, juridique, financier et institutionnel favorable.

Cette méthode intègre également les principaux thèmes transversaux nécessaires à son succès et s'appuie sur les avantages comparatifs de la FAO. L'examen stratégique de ces thèmes porte sur des questions qui pourraient faire obstacle aux résultats positifs escomptés en matière de nutrition, de développement des populations

⁴ Par exemple, les politiques de nutrition scolaire, les politiques d'achats scolaires, les programmes de repas scolaires, les programmes d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale et les programmes de santé scolaire.

locales et de systèmes alimentaires locaux (comme les questions de parité hommes-femmes, la pauvreté et les maladies d'origine alimentaire) ou qui, selon le contexte, sont essentielles à la promotion du développement durable (durabilité environnementale, sociale et économique).

La promotion des synergies entre les quatre domaines du Cadre répond aux besoins et aux perspectives de pays et de contextes divers. Il s'agit de trouver les stratégies qui offrent le plus d'efficacité et de synergies possibles (notamment en renforçant la collaboration multipartite) pour contribuer à atteindre divers résultats connexes en utilisant le moins possible de ressources.

La communauté scolaire⁵ est placée au centre du Cadre pour l'alimentation et la nutrition scolaires car: a) sa participation active contribue au développement économique et (au moyen de dispositifs définis) est essentielle à la viabilité et à l'intensification des programmes; b) elle est indispensable pour étendre aux ménages certains avantages découlant des programmes⁶; c) elle a les moyens de changer, d'actualiser et d'améliorer les politiques locales et scolaires. Une attention particulière est accordée aux plus vulnérables (en tenant compte de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, des disparités socioéconomiques, de la parité hommes femmes, de l'appartenance ethnique, de la situation en matière de migration et de déplacement, des crises et des situations post crise).

Conformément à l'avantage comparatif de la FAO, la portée du Cadre comprend un portefeuille d'actions et d'interventions cohérentes qui peuvent être mises en œuvre par divers dispositifs, notamment des politiques de santé publique, des programmes nationaux d'études de base, des politiques scolaires, des programmes de repas scolaires ou d'alimentation scolaire issue de la production locale, des systèmes de restauration et des processus infranationaux qui mettent en lien les petits producteurs et les écoles.

⁵ Cela comprend les écoliers, les adolescents, les familles, le personnel scolaire, le personnel des services alimentaires, les autorités et les responsables locaux, les agriculteurs et les bénévoles, entre autres.

⁶ Par exemple, les pratiques saines en matière d'alimentation et de salubrité des aliments, la production et la consommation de cultures nutritives dans les exploitations locales, les attitudes à l'égard des régimes alimentaires diversifiés, etc.

Cette méthode cible les systèmes d'enseignement primaire et secondaire, en fonction du contexte et des priorités.

Dans ce cadre, les rôles de la FAO sont les suivants:

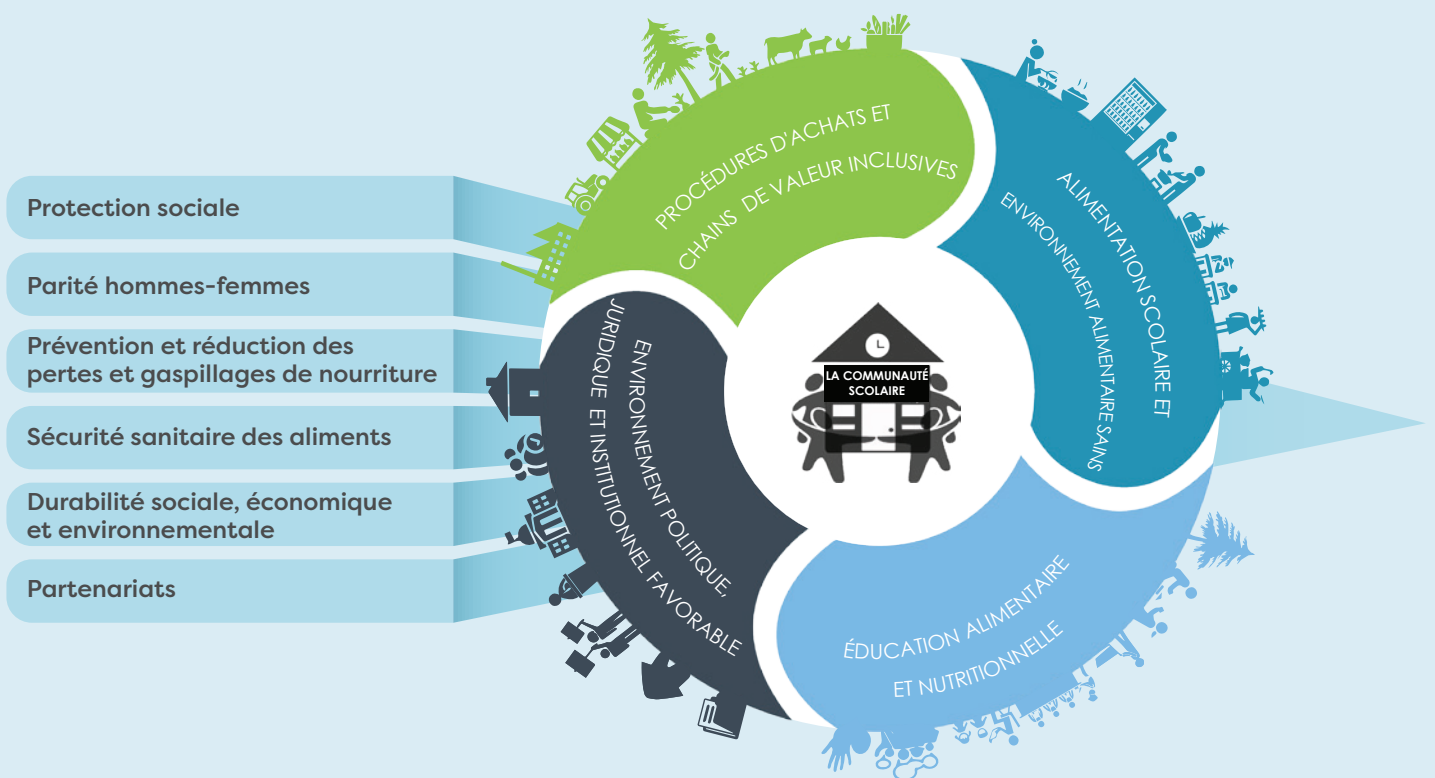
- ✓ plaider pour plus d'investissements dans les approches scolaires à composantes multiples;
- ✓ identifier et diffuser des stratégies efficaces et rentables en matière d'alimentation et de nutrition scolaires, en s'appuyant sur les meilleures pratiques programmatiques et les enseignements tirés de l'appui aux pays;
- ✓ contribuer à étoffer la base de données sur les effets des approches scolaires à composantes multiples;
- ✓ déterminer les points d'ancrage et les liens entre les différentes interventions et les différents secteurs qui concernent les systèmes scolaires afin d'obtenir des résultats durables et profitables à toutes et tous en matière de nutrition, de systèmes alimentaires et de développement des populations locales;
- ✓ fournir une assistance technique et des conseils en matière de programmes dans les quatre principaux domaines et thèmes transversaux de la méthode;
- ✓ aider à élaborer des cadres juridiques facilitant la mise en place de programmes scolaires globaux;
- ✓ créer ou renforcer les capacités institutionnelles au niveau des pays;
- ✓ favoriser les dispositifs visant à améliorer la coordination, l'évaluation et la responsabilisation sectorielles.

L'application de cette méthode globale vise à améliorer les régimes alimentaires et la nutrition et à promouvoir des habitudes et des perspectives alimentaires plus saines chez les enfants et les adolescents, contribuant ainsi au droit à l'alimentation de la communauté scolaire, ainsi qu'à promouvoir le développement socioéconomique des populations locales et les systèmes alimentaires locaux qui entraînent une amélioration de l'alimentation.

Domaines d'activités

On trouvera dans la présente section une description des quatre principaux domaines d'activités sur lesquels portent les efforts de la FAO en matière d'alimentation et de nutrition scolaires. L'annexe 3 présente les liens directs qui existent entre eux, les points d'ancrage et les domaines dans lesquels la FAO peut fournir un appui technique.

Figure 1. Domaines d'activités de la FAO en matière d'alimentation et de nutrition scolaires



Objectifs:

- renforcer les perspectives, les habitudes et les capacités en matière d'alimentation
- améliorer la nutrition et le bien-être
- promouvoir le développement socioéconomique des populations locales
- mettre en place des systèmes alimentaires locaux propices à une meilleure alimentation

ALIMENTATION SCOLAIRE ET ENVIRONNEMENT ALIMENTAIRE SAINS

On entend par environnement alimentaire scolaire l'ensemble des espaces, des infrastructures et des conditions à l'intérieur et autour des établissements scolaires où l'on peut trouver, obtenir, acheter et consommer des aliments (échoppes, points de vente, cantines, vendeurs d'aliments, distributeurs automatiques), ainsi que la composition de ces aliments. Cet environnement inclut aussi l'information disponible sur les aliments et la nutrition, ainsi que la promotion et la tarification des aliments et des produits alimentaires (commercialisation, publicités, marques, étiquetage, emballages, promotions, etc.) C'est l'environnement alimentaire qui détermine dans quelle mesure des aliments donnés sont accessibles, abordables, attrayants et pratiques. Il permet à la communauté scolaire (enfants, adolescents, familles, personnel scolaire, etc.) de faire des choix qui contribuent à améliorer la qualité de l'alimentation.

Lorsqu'elles sont mises en œuvre dans le cadre d'une approche à composantes multiples cohérente, les directives et normes nutritionnelles⁷, ainsi que d'autres politiques sur l'environnement alimentaire, peuvent: a) déboucher sur des aliments et des repas scolaires plus nutritifs et mieux adaptés; b) contribuer à un environnement alimentaire scolaire sain; c) renforcer les liens avec les producteurs alimentaires locaux et les petits producteurs.

La méthode de la FAO porte sur l'élaboration ou l'examen techniques de directives et de normes nationales et infranationales en matière de nutrition pour les repas scolaires et l'alimentation scolaire (nourriture disponible à l'intérieur et autour des locaux scolaires), sur la base des objectifs des programmes et en fonction des modalités d'achats, des ressources disponibles et des infrastructures. Elle favorise également les politiques et les stratégies visant à améliorer l'environnement alimentaire scolaire (l'accent étant mis sur les milieux tant urbains que ruraux) et ses liens avec les autres composantes, notamment la cohérence des achats alimentaires, les normes relatives aux repas scolaires ainsi que l'éducation alimentaire et nutritionnelle.

La méthode consiste à rechercher les synergies les plus efficaces entre les politiques sur l'environnement alimentaire et les autres domaines d'activités pour appuyer la mise en œuvre de stratégies, plans et programmes scolaires nationaux et régionaux qui visent à combattre la malnutrition sous toutes ses formes (notamment la prévention de la malnutrition chronique, les carences en micronutriments, le surpoids et l'obésité).

⁷ Ensemble de règles, de principes et de recommandations, fondés sur une démarche scientifique sérieuse en matière de nutrition et sur la situation nationale et locale, qui visent à améliorer la qualité nutritionnelle, la quantité et l'adéquation des aliments et des repas disponibles ou fournis dans les écoles.

ÉDUCATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

L'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire vise à promouvoir des perspectives, des compétences, des pratiques et des habitudes alimentaires durables qui favorisent la résilience et améliorent la santé et le bien-être des enfants et de leurs familles.

Pour être efficace, l'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire devrait comprendre un ensemble de stratégies éducatives adaptées aux contextes, qui soient fondées sur des données probantes et axées sur les changements positifs de comportements; associer activement ceux qui influencent le plus les pratiques alimentaires (par exemple les écoliers, les parents, le personnel scolaire, les petits exploitants agricoles locaux et les entreprises rurales, les responsables locaux, etc.); renforcer un environnement alimentaire scolaire favorable. Les mesures s'inscrivant dans ce cadre doivent également respecter le développement et les normes culturelles et axées sur la pratique afin d'assurer une durabilité.

La méthode de la FAO vise à transformer l'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire de sorte que l'ensemble de la communauté scolaire⁸ favorise des pratiques alimentaires plus saines et plus durables et se mobilise pour améliorer le système alimentaire local, à partir de ses différents points d'ancrage et domaines d'influence. Cela signifie que: a) l'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire ne s'adresse pas seulement aux enfants, aux adolescents et aux familles, mais aussi à l'ensemble de la communauté scolaire; b) les enfants et leur entourage ne sont pas des acteurs passifs puisqu'ils s'approprient le processus d'apprentissage alimentaire et peuvent devenir des acteurs du changement au sein de leurs systèmes alimentaires locaux; c) la portée⁹ de l'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire ne se limite pas à la transmission d'informations basiques et générales en classe.

La FAO apporte un soutien dans les principaux domaines suivants:

- ✓ intégrer l'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire dans les programmes nationaux d'études et les politiques pertinentes;
- ✓ Réorienter les jardins potagers scolaires en plateformes d'apprentissage et d'amélioration d'habitudes alimentaires;
- ✓ concevoir, mettre en œuvre et évaluer les programmes et projets relatifs à l'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire;
- ✓ organiser des campagnes scolaires de communication et de sensibilisation, en utilisant divers supports, y compris les réseaux sociaux;
- ✓ renforcer les capacités des éducateurs et d'autres acteurs en matière d'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire (notamment celles des concepteurs de programmes d'études et des rédacteurs de matériels pédagogiques).

Le modèle d'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire de la FAO n'est pas conçu pour être mis en œuvre de manière isolée, mais plutôt pour soutenir tous les autres domaines, en particulier les effets des normes nutritionnelles des repas scolaires et des politiques sur l'environnement alimentaire, et renforcer le lien entre les achats locaux et les petits producteurs.

La FAO a mis au point de nombreux outils d'orientation pour aider les pays à intégrer l'éducation alimentaire et nutritionnelle dans leurs programmes d'enseignement primaire, leurs jardins potagers scolaires et leurs programmes de cours. La FAO a aidé de nombreux pays, notamment l'Argentine, le Chili, El Salvador et la Zambie, à élaborer du matériel d'enseignement et d'apprentissage contextualisés destiné aux écoles. Plus récemment, elle a fourni un appui technique au Kenya en vue d'intégrer la nutrition et l'agriculture dans les programmes nationaux sur le développement du jeune enfant, l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire et les établissements de formation des enseignants, afin de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays.

⁸ Par exemple, les directeurs d'école, les enseignants, les associations parents-enseignants, les associations d'élèves, les responsables des repas scolaires, les fournisseurs de nourriture scolaire, le personnel sanitaire et scolaire de première ligne, etc.

⁹ Ce terme englobe les stratégies et les supports éducatifs traditionnels fournis (de haut en bas, en classe), les compétences valorisées (par exemple chez les adolescents qui deviendront des aidants) et les matières enseignées (par exemple, la viabilité environnementale).

CHAÎNES DE VALEUR INCLUSIVES ET PROCÉDURES D'ACHATS

L'établissement d'un lien entre la demande des écoles pour des aliments sûrs, diversifiés et nutritifs et la production locale (la priorité étant donnée aux denrées mises à disposition par les petits exploitants au niveau local ou national) peut accroître les avantages et élargir les bénéficiaires des initiatives de repas scolaires de manière à inclure non seulement les consommateurs mais aussi les producteurs et les populations locales. Également connue sous le nom d'alimentation scolaire issue de la production locale (FAO et PAM, 2018), cette stratégie offre la possibilité d'améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles et des populations locales ainsi que de renforcer les liens entre nutrition, agriculture et protection sociale.

Plus précisément, la stratégie peut permettre: a) d'accroître la production et la diversification des petits exploitants; b) de favoriser l'adoption de pratiques agricoles qui tiennent compte de la nutrition et respectent l'environnement; c) de promouvoir la valeur des habitudes alimentaires locales et des aliments nutritifs traditionnels (à plus forte raison lorsqu'ils sont associés à une éducation alimentaire et nutritionnelle). Cela peut contribuer à renforcer les systèmes alimentaires locaux et nationaux et à promouvoir des régimes alimentaires de meilleure qualité.

Le programme Acheter aux Africains pour l'Afrique s'est appuyé sur l'achat public de nourriture pour favoriser l'accès aux marchés des petits acteurs des chaînes de valeur. Dans le cadre d'une collaboration entre la FAO et le PAM, il a aidé cinq pays africains (Éthiopie, Malawi, Mozambique, Niger et Sénégal) à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à mettre en rapport l'alimentation scolaire et la production locale à l'aide d'outils conçus pour l'achat public de nourriture.

L'approche sur l'alimentation et la nutrition scolaires vise à encourager des pratiques d'achats¹⁰ locales inclusives, dans la mesure du possible, afin que les repas scolaires puissent créer des débouchés commerciaux intéressants pour les petits producteurs locaux, notamment les petites entreprises alimentaires gérées par des jeunes et des femmes, et favoriser la mobilisation des populations locales et le développement économique, tant en milieu rural qu'urbain.

Les activités menées par la FAO dans ce domaine contribuent à la conception et à la mise en œuvre de chaînes de valeur qui tiennent compte de la nutrition dans les écoles et qui garantissent la qualité nutritionnelle et la sécurité sanitaire des aliments tout au long de la filière agroalimentaire. Elles soutiennent également la mise en place de mécanismes d'achats favorables aux petits exploitants. Elles s'appuient sur l'aide fournie aux agriculteurs et à leurs organisations pour renforcer leurs compétences en matière de production, de la post récolte, de la transformation, de stockage, de traitement, de gestion, d'organisation et de commercialisation afin de satisfaire aux normes établies par les autorités locales.

Dans le cadre de cette approche, la FAO examinera également les possibilités qu'offrent les initiatives d'agriculture urbaine et périurbaine, la transformation des liens entre les marchés urbains et ruraux ainsi que les jardins potagers scolaires et collectifs pour fournir des produits frais et soutenir la diversification des repas scolaires et des régimes alimentaires sains des écoliers et adolescents dans les villes.

¹⁰ L'achat inclusif est un «moyen délibéré qu'ont les gouvernements d'acheter des biens ou des services à des catégories spécifiques de fournisseurs défavorisés ou vulnérables afin de promouvoir le développement social et économique» (Brooks, Commandeur et Vera, 2014).

ENVIRONNEMENTS POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL FAVORABLES

La conception et la mise en œuvre de programmes scolaires globaux durables, encouragées par la FAO dans son approche sur l'alimentation et la nutrition scolaires, exigent un engagement politique, une collaboration multipartite, une responsabilisation et un financement régulier. Cela dépend souvent du fonctionnement des systèmes éducatifs ¹¹ (étant donné que les écoles accueillent ces programmes) et de la façon dont les différents secteurs et parties prenantes partagent la vision, les rôles et les responsabilités de ces programmes et interviennent en synergie.

En 2011, la FAO, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont lancé un programme quadriennal conjoint en vue d'aider le Gouvernement cap-verdien à transférer la responsabilité du programme d'alimentation scolaire à la Fondation des étudiants cap-verdiens (FICASE), au Ministère de l'éducation et des sports, au Ministère du développement rural et au Ministère de la santé. Coordinné par la FAO, l'appui a été organisé autour de quatre domaines clés: le renforcement des capacités institutionnelles, l'approvisionnement des cantines scolaires, l'éducation alimentaire et nutritionnelle scolaires et la gestion des cantines scolaires. Environ 9 000 élèves du primaire ont bénéficié d'une amélioration des repas scolaires, tandis que les petits exploitants locaux ont augmenté leurs revenus en fournissant 49 tonnes d'aliments produits localement pour une valeur totale de 7 millions d'escudos (68 000 dollars des États-Unis) sur trois mois. Les producteurs et fournisseurs locaux concernés ont souligné combien il importait d'avoir la garantie de pouvoir vendre leurs produits et se sont estimés socialement reconnus du fait qu'ils contribuaient à améliorer la nutrition scolaire. On a également constaté une amélioration de leurs pratiques après récolte.

Même si les stratégies et les moyens d'intervention adoptés varient d'un pays à l'autre, on tirera d'autant plus profit de ces programmes s'ils sont reliés de façon cohérente avec d'autres programmes et politiques connexes concernant la protection sociale, la nutrition, la santé, l'éducation, l'agriculture, le développement rural et la planification de l'alimentation en milieu urbain. La capacité institutionnelle est également essentielle pour une mise en œuvre et une coordination adéquates afin d'obtenir les résultats escomptés.

La législation est au centre des politiques durables en matière d'alimentation et de nutrition scolaires. Une bonne législation en faveur d'une alimentation et d'une nutrition scolaires adéquates veille à définir avec précision les droits et prestations dont pourront bénéficier les écoliers, à établir des responsabilités institutionnelles claires, à instaurer une participation inclusive et à assurer la coordination de différents acteurs impliqués. Elle encourage également une allocation budgétaire adéquate et fournit un cadre de suivi et de mise en œuvre.

Un cadre juridique solide en matière d'alimentation et de nutrition scolaires comprend un ensemble de lois et de réglementations régissant les divers aspects essentiels d'une approche globale. Les cadres réglementaires touchant en particulier les droits de la personne, la nutrition, la sécurité sanitaire des aliments, la qualité des aliments et les achats effectués par le secteur public sont également des éléments fondamentaux d'un environnement porteur qui influencent considérablement la conception et l'efficacité de la mise en œuvre de ces programmes.

À Sao Tomé-et-Principe, la FAO a réalisé une analyse juridique complète afin d'aider le Ministère de l'éducation à renforcer les cadres juridiques et les efforts de mise en œuvre relatifs à l'alimentation scolaire dans le pays.

¹¹ Notamment leurs mandats, priorités, préoccupations, contraintes et habitudes.

Une méthode axée sur les droits de la personne qui reconnaît le droit des enfants à une alimentation adéquate et garantit la responsabilité, la non-discrimination, la transparence, la dignité humaine, l'autonomisation et l'état de droit constitue une base solide pour l'alimentation et la nutrition scolaires. Elle aide également les pays à se conformer aux instruments internationaux relatifs aux droits de la personne et à sensibiliser davantage le public aux droits de l'enfant.

La méthode de la FAO met l'accent sur l'évaluation des modalités systémiques, politiques, juridiques et institutionnelles au niveau des pays en vue de proposer des solutions adaptées et réalisables qui permettent la mise en œuvre d'interventions complémentaires et synergiques axées sur l'alimentation et la nutrition scolaires. Des efforts supplémentaires dans ce domaine permettront également d'appuyer la conception et la mise en œuvre de programmes de suivi et d'évaluation qui fournissent des éléments d'analyse des politiques et de responsabilisation.



Thèmes transversaux

Dans son approche de l'alimentation et de la nutrition scolaires, la FAO aborde plusieurs thèmes considérés comme « transversaux ».

Protection sociale

Les interventions de protection sociale ciblent généralement les familles pauvres et celles en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle dont les moyens d'existence reposent essentiellement sur l'agriculture, mais aussi sur des revenus non agricoles et des transferts privés. Le renforcement de la cohérence des interventions menées dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation, de la nutrition, de la santé et de la protection sociale peut contribuer à améliorer le bien-être des plus vulnérables tout en permettant aux familles rurales de sortir progressivement de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition.

Lorsqu'ils sont bien conçus et convenablement reliés à d'autres politiques et programmes sectoriels, les programmes scolaires (en particulier les programmes de repas scolaires) peuvent non seulement servir de filet de sécurité sociale, mais également fournir une bonne occasion de promouvoir le développement économique local.

Dans le cadre de son approche de l'alimentation et de la nutrition scolaires, la FAO s'efforcera d'inscrire ses travaux dans des programmes de protection sociale axés sur l'école¹² afin d'intégrer les résultats prioritaires en matière d'alimentation et de nutrition et de créer des synergies pertinentes. Par exemple, les débouchés commerciaux que représentent les écoles, associés à des transferts de fonds prévisibles et rapides, peuvent permettre aux agriculteurs vulnérables d'entrer dans un cercle vertueux de développement économique. De même, l'aide sociale, associée à l'éducation alimentaire et nutritionnelle de la communauté scolaire et des populations locales, pourrait aider les ménages en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle à

¹² Les interventions de protection sociale peuvent contribuer à alléger les contraintes de liquidité des ménages et à améliorer la capacité de planifier les dépenses, d'investir et de prendre des risques, permettant ainsi aux ménages pauvres de participer aux activités agricoles.

obtenir, acheter, préparer et consommer des aliments nutritifs qui répondent aux besoins nutritionnels particuliers de chaque membre du ménage.

Dans les contextes de crises prolongées et les situations d'après-crise, la FAO peut chercher des moyens possibles de soutenir le redressement, le relèvement économique et l'intégration productive des petits exploitants agricoles et des acteurs de la chaîne de valeur (y compris les personnes déplacées) en appuyant les achats locaux et en créant des emplois dans le domaine scolaire. Elle peut également chercher des moyens de promouvoir la résilience des enfants déplacés et leur inclusion dans les systèmes éducatifs formels, et d'améliorer la qualité et l'adéquation de la nourriture disponible dans les écoles.

Parité hommes-femmes

Les inégalités hommes-femmes sont un obstacle important à une nutrition optimale. Sur le plan biologique, les femmes sont particulièrement vulnérables à la malnutrition en raison de besoins physiologiques plus importants, surtout pendant, l'adolescence, la grossesse et l'allaitement. Toutefois, dans de nombreux pays, les rôles sociaux des hommes et des femmes affectent davantage la nutrition des femmes étant donné qu'elles ont moins accès à l'éducation, aux revenus et aux ressources et qu'elles ont un pouvoir de décision limité, tout en supportant des charges importantes liées aux soins dispensés aux enfants, aux activités ménagères et aux travaux champêtres.

Les inégalités entre les hommes et les femmes ont également une incidence directe sur la capacité de production des femmes et limitent leur capacité de trouver et exploiter des débouchés commerciaux. Bien que la place des femmes dans le secteur rural se soit renforcée ces dernières années, les femmes rurales continuent d'être sous-représentées et désavantagées sur les marchés formels, car elles font face à de graves contraintes liées à leur manque d'accès aux ressources productives et à l'énergie.

La connaissance de la dynamique et des rôles des hommes et des femmes est essentielle pour comprendre les inégalités qui peuvent affecter la nutrition, la sécurité alimentaire et le développement des populations locales. Par conséquent, l'approche de la FAO soutient les évaluations qui tiennent compte des sexospécificités afin d'identifier les contraintes et les moyens de réduire celles-ci au minimum. Elle privilégie également, en fonction du contexte, les stratégies axées sur des procédures d'achats locaux et des chaînes de valeur inclusives qui tiennent compte des sexospécificités, soit pour comprendre et prendre en compte les différences qui existent dans les rôles et l'accès aux ressources, soit pour remédier aux contraintes structurelles qui entravent l'autonomisation des femmes. La FAO cherche également des moyens possibles de soutenir davantage l'entrepreneuriat et l'emploi des femmes et des jeunes.

Il existe d'autres domaines d'appui tels que la promotion de l'éducation nutritionnelle en vue de promouvoir les bonnes pratiques alimentaires, qui tiennent compte d'une alimentation diversifiée, équilibrée et saine tant pour les filles et les garçons que pour les futurs aidants. Les besoins physiologiques sont également pris en compte en priorité lorsqu'un appui est fourni à l'élaboration ou à l'examen de lignes directrices et de normes nutritionnelles concernant les repas scolaires.

Sécurité sanitaire des aliments

La sécurité sanitaire des aliments et la nutrition étant intrinsèquement liées, même si un aliment a une valeur nutritive et qu'il n'est pas sain, il ne pourra qu'être nocif à l'organisme. Les maladies d'origine alimentaire peuvent limiter les éléments nutritifs présents. De même, les maladies d'origine alimentaire sont plus graves chez les personnes sous-alimentées, créant ainsi un cercle vicieux pour la santé.

La production, le transport, le stockage, la transformation et la préparation des aliments en particulier s'ils proviennent de chaînes d'approvisionnement décentralisées locales, sont associés à certains risques liés à la sécurité sanitaire

des aliments qui doivent être maîtrisés. Il s'agit notamment de la contamination microbologique, des mycotoxines dans les aliments de base comme le maïs et de la contamination chimique (par exemple les pesticides et les herbicides). Ces dangers d'origine alimentaire peuvent être introduits à différents stades de la chaîne d'approvisionnement. Afin de protéger les écoliers et les adolescents des maladies d'origine alimentaire, il faut détecter, évaluer et gérer les risques et communiquer les informations qui concernent ces questions de sécurité sanitaire des aliments à toutes les parties prenantes de la chaîne d'approvisionnement.

L'approche de la FAO en matière d'alimentation et de nutrition scolaires vise à promouvoir un cadre fondé sur les risques de la chaîne d'approvisionnement et intégré dans un environnement propice au contrôle des aliments. L'appui porte essentiellement sur: a) la mise au point de systèmes fonctionnels de contrôle des aliments à différents niveaux; b) la promotion de politiques et de cadres juridiques favorables à la sécurité sanitaire des aliments; c) le renforcement des capacités des producteurs et des manutentionnaires de denrées alimentaires afin de les familiariser aux bonnes pratiques à observer tout au long de la filière agroalimentaire; d) l'intégration de la sécurité sanitaire des aliments en tant qu'élément clef des normes alimentaires scolaires, de l'hygiène, notamment le lavage des mains et de l'éducation alimentaire et nutritionnelle.

Prévention et réduction des pertes et gaspillages de nourriture

Les systèmes alimentaires ont des effets considérables sur la durabilité sociale, économique et environnementale. Les politiques et programmes axés sur le milieu scolaire peuvent servir de cadre propice à l'intégration des questions de durabilité.

Dans le cadre de leurs achats, les établissements scolaires peuvent utiliser leur pouvoir d'achat pour soutenir et promouvoir des modes d'approvisionnement qui tiennent compte de la durabilité

environnementale (par exemple des méthodes de production à faible impact fondées sur la réduction de l'apport de carbone et des émissions de gaz à effet de serre, le recours ou la priorité accordée aux produits biologiques ou agroécologiques, la prise en compte du bien-être animal, la réduction des emballages alimentaires, etc.) et des conditions de travail équitables.

Outre le fait d'améliorer l'alimentation des tous les écoliers sur un pied d'égalité, l'école peut promouvoir l'équité et la justice sociale en employant des méthodes qui permettent d'évaluer et de traiter les questions d'égalité, d'équité et d'inclusion tout au long de la procédure d'achats, de la préparation et de la consommation des aliments. Cela suppose également la participation concrète des gouvernements locaux, de la société civile et de la communauté scolaire dans son ensemble.

La FAO encourage les initiatives visant à intégrer les questions et critères de durabilité dans les programmes scolaires, notamment l'appui aux petits exploitants locaux, les normes et les directives régissant les procédures inclusives et durables d'achats institutionnels d'aliments et les politiques relatives à l'environnement alimentaires. En outre, elle examinera la façon de prendre en compte d'autres dimensions de la durabilité dans le cadre de l'approche alimentaire et nutritionnelle scolaires, notamment en valorisant par exemple certains régimes alimentaires traditionnels ou en adaptant l'éducation alimentaire et nutritionnelle à la réalisation des objectifs en matière d'équité et d'Égalité.

Durabilité sociale, économique et environnementale

Les systèmes alimentaires ont des effets considérables sur la durabilité sociale, économique et environnementale. Les politiques et programmes axés sur le milieu scolaire peuvent servir de cadre propice à l'intégration des questions de durabilité.

Dans le cadre de leurs achats, les établissements scolaires peuvent utiliser leur

pouvoir d'achat pour soutenir et promouvoir des modes d'approvisionnement qui tiennent compte de la durabilité environnementale (par exemple des méthodes de production à faible impact fondées sur la réduction de l'apport de carbone et des émissions de gaz à effet de serre, le recours ou la priorité accordée aux produits biologiques ou agroécologiques, la prise en compte du bien-être animal, la réduction des emballages alimentaires, etc.) et des conditions de travail équitables.

Outre le fait d'améliorer l'alimentation des tous les écoliers sur un pied d'égalité, l'école peut promouvoir l'équité et la justice sociale en employant des méthodes qui permettent d'évaluer et de traiter les questions d'égalité, d'équité et d'inclusion tout au long de la procédure d'achats, de la préparation et de la consommation des aliments. Cela suppose également la participation concrète des gouvernements locaux, de la société civile et de la communauté scolaire dans son ensemble.

La FAO encourage les initiatives visant à intégrer les questions et critères de durabilité dans les programmes scolaires, notamment l'appui aux petits exploitants locaux, les normes et les directives régissant les procédures inclusives et durables d'achats institutionnels d'aliments et les politiques relatives à l'environnement alimentaires. En outre, elle examinera la façon de prendre en compte d'autres dimensions de la durabilité dans le cadre de l'approche alimentaire et nutritionnelle scolaires, notamment en valorisant par exemple certains régimes alimentaires traditionnels ou en adaptant l'éducation alimentaire et nutritionnelle à la réalisation des objectifs en matière d'équité et d'Égalité.

Résultats escomptés

La mise en œuvre du Cadre de la FAO pour l'alimentation et la nutrition scolaires se traduira par:

- ✓ une approche technique harmonisée de l'alimentation et de la nutrition scolaires au sein de la FAO, y compris au siège, dans les bureaux régionaux, sous régionaux et dans les bureaux de pays;
- ✓ une capacité et un engagement efficaces en faveur de l'alimentation et de la nutrition scolaires au sein de la FAO;
- ✓ un portefeuille cohérent d'engagements financiers à l'appui de l'alimentation et de la nutrition scolaires, avec des résultats mesurables aux niveaux régional, sous régional et national;
- ✓ une base de données mondiale consolidée dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition scolaires;
- ✓ des partenariats élargis et un rôle de chef de file renforcé aux niveaux national, sous régional, régional et mondial à l'appui de l'alimentation et de la nutrition scolaires.



Priorités de la FAO en matière d'alimentation et de nutrition scolaires

Dans le présent Cadre, on trouvera des indications sur la manière dont la FAO peut tirer davantage parti de ses compétences techniques, de son savoir-faire et de ses ressources pour atteindre les résultats escomptés.



Sensibilisation

La FAO entend participer à des plateformes et forums mondiaux, sous régionaux et régionaux (dont le Comité de la sécurité alimentaire mondiale) et créer ses propres mécanismes de sensibilisation afin d'encourager les investissements dans l'alimentation scolaire et la nutrition. Il s'agira en particulier de promouvoir l'optique des systèmes alimentaires et de mettre en évidence les synergies inexploitées entre les interventions scolaires en matière de nutrition, d'éducation, de sécurité alimentaire et de développement local.

L'Organisation facilitera un dialogue régulier avec les États Membres et d'autres parties prenantes afin d'étudier et de promouvoir des politiques et des cadres réglementaires nationaux, sous régionaux, régionaux ou mondiaux qui tiennent compte des synergies pouvant être générées entre les composantes du Cadre pour l'alimentation et la nutrition scolaires.

Partenariats et collaborations

La FAO a conscience qu'il est essentiel d'établir des partenariats stratégiques (financiers, techniques, etc.) afin d'éviter les doubles emplois, de créer des synergies dans les domaines de compétence et d'accélérer les progrès en matière de développement durable, notamment en ce qui concerne l'alimentation et la nutrition scolaires. Il existe d'autres domaines d'intervention importants, tels que l'hygiène, la santé et le mode de vie qui sont en lien avec l'alimentation en milieu scolaire et qui doivent également être pris en compte c'est pourquoi l'établissement de partenariats et le renforcement des liens directs noués avec d'autres organismes des Nations Unies et organisations internationales, régionales sous régionales et nationales feront partie intégrante de l'approche. Dans ce contexte, la FAO prendra les mesures suivantes:

- ✓ promouvoir la collaboration horizontale et verticale au niveau des pays, ainsi que la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire;
- ✓ rechercher de nouveaux partenariats et consolider ceux qui existent déjà avec des organismes régionaux, la société civile, les parlements;

- ✓ envisager de collaborer avec des universités et des instituts de recherche en vue de consolider la base de données probantes sur les effets des stratégies alimentaires et nutritionnelles scolaires à composantes multiples sur la nutrition, la sécurité alimentaire, le développement socioéconomique local, le développement rural et les résultats scolaires;
- ✓ renforcer la collaboration avec le Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition afin de promouvoir la cohérence et la synergie des actions menées par les organisations des Nations Unies en matière d'alimentation et de nutrition scolaires;
- ✓ élargir la collaboration avec les organisations des Nations Unies ayant leur siège à Rome (PAM et FIDA), la Fondation globale pour la nutrition des enfants, le Partenariat pour le développement de l'enfant, l'Union africaine, les Alliances Parlementaires pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et le Centre d'excellence du PAM au Brésil, principalement dans le but de fournir un appui aux programmes et aux politiques en vue de la mise en œuvre du cadre pour l'alimentation scolaire issue de la production locale (FAO et PAM, 2018) aux niveaux régional, sous régional et national;
- ✓ tirer parti des collaborations existantes avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture afin d'accroître le caractère prioritaire et la visibilité de l'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire, avec l'OMS et l'UNICEF en vue de renforcer les moyens d'élaborer des politiques sur l'environnement alimentaire scolaire et des normes nutritionnelles avec l'Organisation internationale du Travail de manière à appuyer les initiatives menées au niveau mondial pour renforcer les capacités en faveur de l'alimentation scolaire issue de la production locale.

Renforcement des capacités

La FAO accordera la priorité au renforcement des capacités du personnel en poste au siège ainsi qu'aux niveaux régional, sous régional et national en vue de contribuer à la mise en œuvre du Cadre pour l'alimentation et la nutrition scolaires, principalement au moyen de visioconférences, d'ateliers présentiels, de webinaires et de séminaires internes.

Parallèlement, l'Organisation continuera de renforcer les capacités institutionnelles et les capacités de haut niveau sur le plan régional, sous régional et national afin de mettre en œuvre durablement la stratégie d'alimentation et de nutrition scolaires, l'accent étant mis sur les politiques multipartites et les mécanismes de coordination.

Le renforcement des capacités techniques dans les domaines spécifiques de la stratégie s'adressera aux décideurs de niveau intermédiaire, aux conseillers, aux agents et fonctionnaires spécialisés ainsi qu'aux responsables de la planification des programmes dans les pays, principalement par les moyens suivants:

- ✓ la promotion de l'évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités nationales dans les domaines relevant du Cadre (l'accent étant mis sur l'application de l'outil d'évaluation des capacités en matière d'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire élaboré par la FAO);
- ✓ la mise au point de modules d'apprentissage en ligne dans le domaine de l'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire, l'application du cadre de ressources relatives à l'alimentation scolaire issue de la production locale et le recours à des dispositifs d'achats locaux, entre autres;
- ✓ des séries de webinaires mondiaux présentant des domaines spécifiques de la stratégie, avec des exemples de pays et des études de cas;
- ✓ des ateliers régionaux, sous régionaux et nationaux;
- ✓ des échanges à tous les niveaux au moyen de plateformes multipartites.

Appui programmatique et technique

La FAO concentrera son appui technique au niveau des pays sur les aspects ci-après, sans toutefois s'y limiter:

- ✓ effectuer, au niveau national et infranational, des évaluations et des analyses de la situation alimentaires et nutritionnels des écoliers, des lacunes des capacités du système et des possibilités qu'offrent les écoles pour promouvoir le développement socioéconomique local;
- ✓ élaborer mettre en œuvre et évaluer des politiques et des lois propices à la mise en place de modèles efficaces d'alimentation et de nutrition en milieu scolaire;
- ✓ élaborer des normes en matière de sécurité sanitaire des aliments et de nutrition ainsi que des directives sur les procédures d'achats locaux, et intégrer une éducation nutritionnelle efficace dans les systèmes d'enseignement primaire et secondaire, entre autres domaines, en fonction des priorités et du contexte;
- ✓ élaborer des modèles sur mesure pour traduire sur le plan opérationnel la stratégie alimentaire et nutritionnelle scolaires;
- ✓ étendre aux programmes nationaux les projets pilotes ayant donné satisfaction en matière d'alimentation et de nutrition scolaires;
- ✓ transformer les modèles nationaux existants pour mieux atteindre les objectifs fixés ou redéfinir les objectifs en fonction des besoins;
- ✓ élaborer des indicateurs et des processus de suivi et d'évaluation des programmes.

Une série d'outils internes, tels que des listes de contrôle et des notes d'orientation, seront mis au point pour faciliter la conception de projets qui comprennent des composantes d'alimentation et de nutrition scolaires.

Production de données probantes et de connaissances

En collaboration avec ses partenaires, la FAO s'efforcera de combler le manque de données probantes sur les aspects suivants:

- ✓ les chemins d'impact et l'efficacité des diverses interventions contenues dans les programmes qui ont des composantes de l'approche alimentaire et nutritionnelle scolaires;
- ✓ l'estimation du rapport coût-efficacité de la mise en œuvre d'approches à composantes multiples par rapport à des interventions isolées;
- ✓ les travaux de recherche sur la mise en œuvre de programmes scolaires qui intègrent des composantes sur l'alimentation et la nutrition scolaires.

En guise d'orientation programmatique au niveau mondial, la FAO entend diffuser et élargir le cadre de ressources relatives à l'alimentation scolaire issue de la production locale (FAO et PAM, 2018) élaboré avec les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome et d'autres partenaires clés, ainsi que d'autres documents essentiels contenant des normes et des orientations (notamment un guide juridique sur l'alimentation et la nutrition scolaires et un ensemble d'outils sur l'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire).

La FAO diffusera également une note d'orientation à l'intention des bureaux de pays et des bureaux sous régionaux et régionaux dans laquelle elle décrira les moyens de tirer profit du secteur éducatif afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la valeur nutritionnelle des aliments.

En outre, l'accent sera mis sur l'élaboration et la diffusion de méthodes et de directives concrètes, la compilation des enseignements retenus en ce qui concerne les repas scolaires et les normes nutritionnelles scolaires directement liées aux achats et à la sécurité sanitaire des aliments, dans le cadre de l'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire, ainsi que sur l'élaboration

de politiques et de cadres juridiques régissant l'alimentation et la nutrition scolaires. Il sera également envisagé d'élaborer des lignes directrices sur l'intégration de l'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire dans les programmes d'études et les programmes axés sur l'école, l'accent étant mis sur la prévention du surpoids et de l'obésité.

Communication

La FAO élaborera une stratégie de communication spécifiquement axée sur l'alimentation et la nutrition scolaires afin de contribuer à la réalisation des objectifs du présent Cadre. Cette stratégie portera principalement sur les aspects suivants:

- ✓ Mise en œuvre d'activités de sensibilisation et de communication pour faire prendre conscience aux principaux partenaires et parties prenantes que les approches globales sur l'alimentation et la nutrition scolaires peuvent contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à l'adhésion à ce types d'approches.
- ✓ Intégration des messages clés de l'Organisation pour repositionner la FAO en tant qu'acteur essentiel de l'alimentation et de la nutrition scolaires et rallier et mobiliser tous les différents secteurs qui ont un rôle clé à jouer dans ce domaine.
- ✓ Campagne de diffusion des connaissances et des données probantes pour renforcer les capacités des bureaux décentralisés de la FAO afin de soutenir la mise en œuvre effective de l'approche sur l'alimentation et la nutrition scolaires



Bibliographie

- Adelman, S., Gilligan, D.O. & Lehrer, K. 2008. *How effective are food for education programmes? A critical assessment of the evidence from developing countries*. Food Policy Review 9. Washington, DC, International Food Policy Research Institute.
- Best, C., Neufingerl, N., van Geel, L., van den Briel, T. & Osendarp, S. 2010. The nutritional status of school-aged children: Why should we care? *Food and Nutrition Bulletin*, 31 (3):400–417.
- Bhutta, Z.A., Das, J.K., Rizvi, A., Gaffey, M.F., Walker, N., Horton, S., Webb, P., Lartey, A., & Black, R.E. 2013. Evidence-based interventions for improvement of maternal and child nutrition: what can be done and at what cost? *The Lancet*, 382(9890): 452–477.
- Black, R.E., Victora, C.G., Walker, S.P., Bhutta, Z.A., Christian, P., de Onis, M., Ezzati, M., Grantham-McGregor, S., Katz, J., Martorell, R. & Uauy, R. 2013. Maternal and child undernutrition and overweight in low-income and middle-income countries. *The Lancet*, 382(9890): 427–451.
- Brooks, J., Commandeur, D. & Vera, E. 2014. *Inclusive procurement and transparency: Connecting smallholder farmers to school feeding*. Procurement Governance for Home Grown School Feeding Project. Learning Series #3. Bethesda, MD, USA, SNV.
- Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M. & Drake, L. 2009. *Rethinking school feeding: social safety nets, child development, and the education sector*. Directions in Development: human development. Washington, DC, The World Bank.
- Bundy, D., de Silva, N., Horton, S., Jamison, D.T., & Patton, G.C. 2017. *Child and adolescent health and development*. Disease Control Priorities, Volume 8. Third edition. Washington, DC, The World Bank.
- FAO & WFP. 2018. *Home-grown school feeding: Resource framework*. Technical Document. Rome.
- FAO & WHO. 2014. *Second International Conference on Nutrition – Framework for Action*. Rome, Italy.
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP & WHO. 2018. *The state of food security and nutrition in the world 2018. Building climate resilience for food security and nutrition*. Rome, FAO.
- Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition (GLOPAN). 2015. *Healthy meals in schools: policy innovations linking agriculture, food systems and nutrition*. Policy Brief. London.
- Gupta, N., Shah, P., Nayyar, S. & Misra, A. 2013. Childhood obesity and the metabolic syndrome in developing countries. *Indian Journal of Pediatrics*, 80(1):28–37.
- Hawkes, C., Smith, T.G., Jewel, J., Wardle, J., Hammond, R.A. 2015. Smart food policies for obesity prevention. *The Lancet*, 385(9985): 2410–2421.
- Kristjansson, E.A., Robinson, V., Petticrew, M., MacDonald, B., Krasevec, J., Janzen, L., Greenhalgh, T. et al. 2007. School feeding for improving the physical and psychosocial health of disadvantaged elementary school children. *Cochrane Database of Systematic Reviews 2007*, Issue 1. Art. No.: CD004676. DOI: 10.1002/14651858.CD004676.pub2.
- Micha, R., Karageorgou, D., Bakogianni, I., Trichia, E., Whitsel, L.P., Story, M, Peñalvo, J.L. & Mozaffarian, D. 2018. Effectiveness of school food environment policies on children’s dietary behaviors: A systematic review and meta-analysis. *PLoS ONE*, 13(3): e0194555.
- Moore, L., de Silva-Sanigorski, A. & Moore, S.N. 2013. A socio-ecological perspective on behavioural interventions to influence food choice in schools: alternative, complementary or synergistic? *Public Health Nutrition*: 16(6):1000–1005.
- Muthuri, S.K., Francis, C.E., Wachira, L.J., LeBlanc, A.G., Sampson, M., Onyvera, V.O., & Tremblay, M.S. 2014. Evidence of an overweight/obesity transition among school-aged children and youth in Sub-Saharan Africa: a systematic review. *PLoS ONE*, 9(3): e92846.
- United Nations Standing Committee on Nutrition (UNSCN). 2017. *United Nations Decade of Action on Nutrition (2016–2025): work programme*. Rome.
- Verstraeten, R., Dominique, R., Lachat, C., Leroy, J.L., Holdsworth, M., Maes, L., & Kolsteren, P.W. 2012. Effectiveness of preventive school-based obesity interventions in low- and middle-income countries: a systematic review. *American Journal of Clinical Nutrition*, 96(2):415–438.
- Victora, C.G., Adair, L., Fall, C., Hallal, P.C., Martorell, R., Richter, L. & Singh, H. 2008. Maternal and child undernutrition: consequences for adult health and human capital. *The Lancet*, 371(9609):340–357.
- Walker, S.P., Wachs, T.D., Meeks Gardner, J., Lozoff, B., Wasserman, G.A., Pollitt, E., & Carter, J.A. 2007. Child development: risk factors for adverse outcomes in developing countries. *The Lancet*, 369(9556):145–157.

Annexe 1

Évaluations et directives normatives récentes de la FAO concernant l'alimentation et la nutrition scolaires

Évaluations régionales et mondiales

- ✓ Regional overview of national school food and nutrition programmes in Africa: fao.org/3/I8063EN/i8063en.pdf
- ✓ School feeding and possibilities for direct purchases from family farming: case studies from eight Latin American countries: fao.org/3/a-i3413e.pdf
- ✓ Global survey on the state of school-based food and nutrition education in low and middle-income countries (in preparation)
- ✓ Nutrition guidelines and standards for school meals: a report from 33 low and middle-income countries: fao.org/3/CA2773EN/ca2773en.pdf

Orientations normatives et autres documents

- ✓ Home-grown school feeding: resource framework: fao.org/3/ca0957en/CA0957EN.pdf
- ✓ Leveraging institutional food procurement for linking small farmers to markets: fao.org/3/a-i7636e.pdf
- ✓ Nutrition education in primary schools: fao.org/docrep/009/a0333e/a0333e00.htm
- ✓ The ENACT course in nutrition education: fao.org/nutrition/education/professional-training/enact/en
- ✓ Do good: save food. Education material on food waste reduction for primary and secondary schools: fao.org/documents/card/en/c/CA1170en
- ✓ A new deal for school gardens: fao.org/docrep/013/i1689e/i1689e00.pdf
- ✓ Setting up and running a school garden – teaching toolkit: fao.org/docrep/012/i1118e/i1118e00.htm

- ✓ Setting up and running a school garden – a manual for teachers, parents and communities: fao.org/docrep/009/a0218e/a0218e00.htm
- ✓ Eating well for good health – lessons on nutrition and healthy diets: fao.org/docrep/017/i3261e/i3261e00.htm
- ✓ Legal guide for school food and nutrition (in press)
- ✓ Scaling up the Brazilian school feeding model: fao.org/3/a-i4287e.pdf
- ✓ Policy FIRST guidance note: education (in preparation)
- ✓ Good hygienic practices in the preparation and sale of street food In Africa: tools for training: fao.org/docrep/pdf/012/a0740e/a0740e00.pdf
- ✓ FAO/WHO guidance to governments on the application of HACCP in small and/or less-developed food businesses: fao.org/docrep/pdf/009/a0799e/a0799e00.pdf
- ✓ Food quality and safety systems - a training manual on food hygiene and the Hazard Analysis and Critical Control Point (HACCP) system: fao.org/docrep/w8088e/w8088e00.htm

Annexe 2

Exemples de travaux de la FAO dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition scolaires

On trouvera ci-après des enseignements tirés de projets récents et en cours qui illustrent la valeur ajoutée que la FAO peut apporter aux programmes nationaux et aux initiatives interinstitutions dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition scolaires.

Programme d'achats locaux auprès des petits exploitants agricoles (Acheter aux Africains pour l'Afrique)

Le programme Acheter aux Africains pour l'Afrique s'est appuyé sur l'achat public de nourriture pour favoriser l'accès aux marchés des petits acteurs des chaînes de valeur. Dans le cadre d'une collaboration entre la FAO et le PAM, il a aidé cinq pays africains (Éthiopie, Malawi, Mozambique, Niger et Sénégal) à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à mettre en rapport l'alimentation scolaire et l'agriculture locale à l'aide d'outils conçus pour l'achat public de nourriture. Dans le cadre du programme, il a été jugé nécessaire d'apporter aux pays africains un appui technique et une aide à l'élaboration de politiques en vue d'améliorer les connaissances et les pratiques en matière d'achats publics fondées sur des données probantes et d'évaluer leur incidence sur l'offre et la demande, ainsi que d'adapter les menus scolaires élaborés en fonction des besoins nutritionnels et des productions agricoles locales.

Écoles durables en Amérique latine

Depuis 2009, dans le cadre du Programme de coopération entre le Brésil et la FAO, l'Agence brésilienne de coopération, le Fonds national pour le développement de l'éducation et la FAO mettent en œuvre le projet sur le renforcement des programmes d'alimentation scolaire dans le cadre de

l'initiative «L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim en 2025». Depuis 2018, la FAO fournit un appui juridique et institutionnel ainsi qu'un appui en matière de renforcement des capacités au Belize, au Costa Rica, à El Salvador, à la Grenade, au Guatemala, au Guyana, au Honduras, à la Jamaïque, au Paraguay, au Pérou, à la République dominicaine, à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les Grenadines en vue de consolider leurs programmes de repas scolaires.

Plus précisément, ce programme a permis d'offrir à plus de 26 000 élèves des repas scolaires sains et culturellement adaptés ainsi qu'une éducation alimentaire et nutritionnelle. Le jardinage scolaire, par exemple, est utilisé comme un outil pour enseigner aux élèves l'alimentation, l'environnement, la santé et l'hygiène. En outre, le programme fait participer d'autres parties prenantes telles que les autorités locales, les parents et ceux qui ont des jardins chez eux. Le programme a également permis de créer une plateforme d'apprentissage pour les cours d'assistance technique et de nutrition scolaire afin d'encourager le dialogue et l'échange d'expériences entre les administrateurs gouvernementaux et les parties prenantes dans ce domaine.

Jardins potagers scolaires en Asie

Depuis plusieurs décennies, la FAO apporte son soutien à la région Asie, en particulier dans les domaines des jardins potagers scolaires à l'appui de l'apprentissage et de la production ainsi que de l'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire. En 2015, lors d'une consultation régionale sur la promotion des jardins scolaires, il a été recommandé de renforcer les activités de recherche, d'évaluation et de suivi; les liens entre les principaux acteurs du projet; les programmes de formation et de renforcement des capacités; la pleine intégration des projets dans les programmes d'études ainsi que dans les systèmes locaux et agricoles; la diffusion et le regroupement des connaissances; les mesures incitatives ainsi que l'intégration et la participation de la communauté scolaire.

Renforcement des programmes d'alimentation scolaire en Afrique

Le projet sur le renforcement des programmes d'alimentation scolaire en Afrique est le fruit d'un partenariat entre le Gouvernement brésilien et le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique, dans le cadre duquel un nouveau modèle de coopération technique internationale a été appliqué selon les principes de la coopération Sud-Sud. Grâce à ce partenariat, deux projets nationaux sur mesure ont été mis en œuvre avec succès au Malawi et à Sao Tomé-et-Principe.

L'un des principaux produits, une enquête régionale, a fourni des données essentielles et originales sur les principaux besoins, lacunes et priorités dans les différents domaines de l'approche alimentaire et nutritionnelle scolaires. Les enseignements à retenir ont été déterminants pour mieux répondre aux besoins de la région. D'autres résultats importants ont été obtenus dans les domaines suivants:

- ✓ Les échanges régionaux de connaissances sur l'alimentation et la nutrition scolaires ont suscité des réactions positives de la part de représentants de gouvernements africains.
- ✓ À Sao Tomé-et-Principe, un nouveau menu scolaire a été conçu sur la base de la production alimentaire locale au moyen d'une approche participative multisectorielle.
- ✓ Au Malawi, les décideurs ont été incités à faire de l'éducation nutritionnelle une thématique à part entière, dont le nom et l'image ont été remplacés par «écologie humaine».
- ✓ Une analyse juridique complète a été élaborée pour aider le Ministère de l'éducation, le Programme national d'alimentation scolaire [Programa Nacional de Alimentação e Saúde Escolar (PNASE)] et le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe à renforcer leurs cadres juridiques et leurs efforts de mise en œuvre concernant l'alimentation scolaire dans le pays.

Projets en cours

Par l'entremise du Ministère de l'éducation et du Kenya Institute of Curriculum Development, le Gouvernement kényan mène actuellement une grande réforme des programmes d'études en vigueur sur le développement du jeune enfant, l'école primaire et secondaire et les institutions de formation des enseignants, en collaboration avec de nombreuses parties prenantes. La FAO fournit un appui technique à l'intégration de la nutrition et de l'agriculture dans les programmes d'études afin de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays.

Dans le cadre du projet sur le renforcement des capacités en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans certains pays du Caucase et d'Asie centrale, appuyé par la Fédération de Russie, la FAO aide les Gouvernements arménien, kirghiz et tadjik à renforcer leurs capacités afin d'améliorer la durabilité et la gestion des programmes nationaux d'alimentation scolaire. Plus particulièrement, la FAO soutient le renforcement des infrastructures et des capacités relatives aux serres scolaires, ce qui permettra d'accroître la disponibilité d'aliments diversifiés et nutritifs dans le cadre des repas scolaires, en plus d'un appui juridique et d'un appui à l'élaboration de politiques visant à créer un environnement favorable. Le projet contribue à élaborer le contenu normatif du programme mondial de la FAO sur le renforcement des systèmes alimentaires afin de mettre en place une protection sociale tenant compte de la nutrition, et de faciliter les échanges interrégionaux d'expériences et d'enseignements à retenir, notamment grâce à la participation d'un large éventail d'acteurs au Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

En Éthiopie, au Rwanda et en Ouganda, la FAO fournit un appui aux gouvernements nationaux en vue de créer des environnements et des capacités favorables à l'alimentation et à la nutrition scolaires. Cet appui comprend les activités suivantes:

- ✓ l'analyse de la législation nationale dans une perspective globale;
- ✓ l'élaboration de lignes directrices pour des repas scolaires durables conçus en fonction des besoins nutritionnels et de la production agricole locale;
- ✓ la définition des cadres réglementaires et des modalités contractuelles concernant les achats publics inclusifs, y compris des réglementations locales favorables aux agriculteurs en matière de repas scolaires;
- ✓ l'organisation de dialogues de haut niveau en matière de sensibilisation et de politiques à l'intention des parlementaires d'Afrique de l'Est afin d'accroître les investissements en faveur des interventions réalisées dans le système alimentaire et les repas scolaires pour améliorer la nutrition.

En Éthiopie et au Sénégal, la FAO fournit un appui aux politiques d'achats de nourriture à des initiatives d'alimentation scolaire issue de la production locale. L'accent est mis sur le renforcement de la capacité des gouvernements à rendre opérationnelles ces initiatives lorsqu'elles existent déjà, notamment au moyen de propositions de solutions fondées sur des données probantes afin de faciliter la prise de décision concernant les chaînes d'approvisionnement et les modèles d'affaires, les modalités de fonctionnement ainsi que les cadres et modalités de contrat afin de contribuer à des procédures d'achats publiques inclusives et d'adopter un panier alimentaire diversifié.

Annexe 3

Domaines d'activité en matière d'alimentation et de nutrition scolaires

Domaine d'activité	Principaux objectifs	Exemples d'appui de la FAO	Parties prenantes à impliquer
Alimentation scolaire et environnement alimentaire sains	<p>Veiller à ce que la nourriture scolaire soit sûre et conforme aux priorités nutritionnelles des écoliers et des adolescents</p> <p>Favoriser un environnement alimentaire sain à l'intérieur et autour des locaux scolaires</p>	<p>Promotion d'environnements alimentaires sains, au moyen de politiques alimentaires spécifiques</p> <p>Promotion de la cohérence entre les politiques relatives à l'environnement alimentaire scolaire, la nourriture fournie (par exemple les repas scolaires) et vendue dans les écoles et les recommandations alimentaires nationales (le cas échéant)</p> <p>Appui technique à l'élaboration, à l'application et au suivi de normes et de directives nutritionnelles concernant la nourriture et les repas scolaires</p> <p>Appui technique et renforcement des capacités concernant la planification des menus et l'élaboration de recettes (traduction des directives)</p> <p>Renforcement des capacités et élaboration de matériels de formation</p> <p>Suivi, évaluation et production de données probantes</p>	Éducation, santé, sécurité sanitaire des aliments, agriculture, protection sociale, EAH, associations parents-enseignants, populations locales, associations étudiantes, société civile, partenaires
Éducation alimentaire et nutritionnelle	<p>Favoriser des perspectives, des compétences et des pratiques alimentaires durables pour améliorer la santé et le bien-être des écoliers et des familles</p> <p>Donner aux acteurs scolaires les moyens de participer à la transformation de leurs systèmes alimentaires locaux</p>	<p>Activités de sensibilisation et de promotion à différents niveaux</p> <p>Appui à l'intégration de l'éducation alimentaire et nutritionnelle dans les politiques pertinentes (y compris le programme national d'études)</p> <p>Orientations sur la conception, la mise en œuvre et le suivi efficaces d'une éducation alimentaire et nutritionnelle scolaire de qualité et d'autres interventions visant à modifier les comportements</p> <p>Promotion de la participation active des familles, de la population locale et du personnel scolaire</p> <p>Promotion de liens directs entre les politiques, les achats, l'alimentation scolaire et l'environnement alimentaire</p> <p>Renforcement des capacités et élaboration de matériels de formation et d'apprentissage</p> <p>Suivi, évaluation et production de données probantes</p>	Éducation, santé, agriculture, protection sociale, EAH, autorités locales, associations parents-enseignants, populations locales, associations étudiantes, société civile, partenaires

Domaine d'activité	Principaux objectifs	Exemples d'appui de la FAO	Parties prenantes à impliquer
<p>Procédures d'achat et chaînes de valeur inclusives</p>	<p>Fournir des repas scolaires à base d'aliments sûrs, nutritifs, diversifiés, agréés et produits localement, la priorité étant donnée aux denrées mises à disposition par les petits exploitants agricoles et les petites et moyennes entreprises (à savoir la nourriture issue de la production locale)</p> <p>Créer des débouchés commerciaux et des perspectives financières pour les petits producteurs locaux qui contribuent au développement économique local</p>	<p>Appui technique destiné à renforcer les compétences des petits exploitants agricoles en matière de production, d'après récolte, de stockage, de traitement, de gestion, d'organisation et de commercialisation</p> <p>Appui technique à la diversification des marchés et au renforcement des chaînes de valeur tenant compte de la nutrition</p> <p>Appui technique à la mise en place d'un environnement propice au contrôle de la sécurité sanitaire des aliments et capacité d'améliorer la conformité (des parties prenantes) tout au long de la chaîne de valeur</p> <p>Orientations sur la conception et la mise en œuvre de mécanismes d'achats favorables aux petits exploitants</p> <p>Renforcement des capacités et matériels de formation (à l'intention des agents de terrain, des autorités chargées des achats, des écoles et des autorités locales et nationales)</p> <p>Suivi, évaluation et production de données probantes</p>	<p>Agriculture, santé, sécurité sanitaire des aliments, éducation, achats, financements, échanges commerciaux, collectivités locales, société civile, populations locales, partenaires</p>
<p>Environnement politique, juridique et institutionnel favorable</p>	<p>Améliorer la responsabilisation des secteurs et des organismes impliqués dans l'alimentation et la nutrition scolaires</p> <p>Aider les pays à adopter des politiques ainsi que des cadres juridiques et institutionnels fondés sur des données probantes pour mettre en œuvre efficacement des programmes scolaires complets portant sur l'alimentation et la nutrition</p> <p>Promouvoir une sensibilisation et des connaissances approfondies pour accroître l'engagement politique et financier</p>	<p>Améliorer la responsabilisation des secteurs et des organismes impliqués dans l'alimentation et la nutrition scolaires</p> <p>Aider les pays à adopter des politiques ainsi que des cadres juridiques et institutionnels fondés sur des données probantes pour mettre en œuvre efficacement des programmes scolaires complets portant sur l'alimentation et la nutrition</p> <p>Promouvoir une sensibilisation et des connaissances approfondies pour accroître l'engagement politique et financier</p>	<p>Agriculture, santé, sécurité sanitaire des aliments, éducation, affaires sociales, échanges commerciaux, financements, parlementaires, collectivités locales, parité hommes-femmes</p>

Le Cadre de la FAO pour l'alimentation et la nutrition scolaires vise à aider les gouvernements et les institutions à élaborer, transformer ou renforcer les politiques, programmes et autres initiatives scolaires ou axés sur l'école, de manière à créer des synergies qui permettront d'améliorer les régimes alimentaires, la nutrition des enfants et des adolescents, le développement socioéconomique des populations locales et les systèmes alimentaires locaux.

Le Cadre fait directement écho à l'appel international lancé en vue d'améliorer la nutrition tout au long du cycle de vie et de transformer les systèmes alimentaires en faveur d'une meilleure alimentation, dans le cadre des objectifs de développement durable, de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition et de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025).

Le Cadre repose sur une méthode globale qui exploite les interventions complémentaires et les possibilités de programmes les plus efficaces afin de tirer des avantages du lien étroit qui réunit l'alimentation, la nutrition et l'éducation, avec l'école comme centre du développement.

DÉCENNIE DES NATIONS UNIES **ACTION POUR LA NUTRITION**



2016-2025